

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

“G7 éducation” les 4 et 5 juillet : non au démantèlement du service public d’éducation partout dans le monde

La France est le pays hôte du prochain G7 qui se tiendra à Biarritz du 24 au 26 août 2019. Le G7 est le directoire économique et financier du monde capitaliste, aux côtés du FMI, de l'OMC et de la Banque Mondiale. Les sept plus grandes puissances économiques mondiales et la Commission européenne se réunissent pour perpétuer un système qui accroît les inégalités et met à sac notre planète.

Parce que les capitalistes nous coûtent cher, ils et elles exigent des politiques d'austérité partout dans le monde, entraînant le démantèlement des services publics, le recul des droits des travailleuses et travailleurs, privé-e-s d'emploi, retraité-e-s, étudiant-e-s...

Pour préparer le sommet du G7, le gouvernement réunira, le 4 juillet au Centre international d'études pédagogiques (Sèvres) et le 5 juillet à l'Unesco (Paris), l'ensemble des ministres de l'Éducation du G7. L'enjeu : la marchandisation du service public de l'éducation. Cette « ministérielle de l'éducation » se tient alors que nous connaissons une mobilisation d'ampleur dans le monde éducatif. Les personnels, en particulier du premier degré, sont très fortement mobilisé-e-s contre le projet de loi Blanquer. Dans le second degré, les réformes des lycées, du bac et Parcoursup suscitent toujours autant de mécontentement, et les initiatives collectives pour s'y opposer sont très fortes.

Plus largement, le projet de loi transformation de la fonction publique est une menace grave pour les statuts et les droits des fonctionnaires. Il s'agit d'une offensive majeure contre la fonction publique et les services publics. L'objectif est de développer encore plus le recours à la contractualisation dans la fonction publique, alors même que l'État est déjà le premier employeur de précaires. La casse des instances paritaires (commissions administratives paritaires, comités hygiène, sécurité et conditions de travail) est une attaque grave contre nos droits.

L'Union syndicale Solidaires, dont la fédération SUD éducation est membre, participe aux cadres unitaires préparant la mobilisation au Pays basque fin août. Mais, déjà, à l'occasion de ce “G7 de l'éducation”, les 4 et 5 juillet, rappelons par la grève des examens à Blanquer notre opposition aux réformes de démantèlement du service public d'éducation.